

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 1-15 novembre 2016
n°302



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mardi 1^{er} novembre.

Beni: trois miliciens tués au cours des affrontements avec des policiers. Trois miliciens Maï-Maï ont été tués lundi 31 octobre dans la commune rurale de Mangina à Beni (Nord-Kivu) au cours d'un accrochage avec la police. Des sources locales indiquent que ces accrochages sont consécutifs à l'interpellation d'un groupe de miliciens qui tatouaient des jeunes habitants de la commune. Selon l'inspecteur de la police dans le territoire de Beni, colonel Jean-Pierre Wumbi, les affrontements entre miliciens et policiers sont intervenus lorsqu'un autre groupe de miliciens a tenté de libérer leurs camarades interpellés.

Beni: deux blessés dans une incursion des ADF à Kibedia. Les rebelles ougandais des ADF ont blessé deux personnes dans une incursion qu'ils ont menée, lundi 31 octobre dernier, dans le village Kibedia, en territoire de Beni (Nord-Kivu). L'armée congolaise est arrivée en renfort dans le village.

La dette sociale de la MIBA s'élève à 150 millions USD. La Minière de Bakwanga (MIBA) croule sous une dette sociale estimée à plus de 150 millions de dollars américains, indique le rapport de la réunion semestrielle de cette société tenue de lundi 24 à samedi 29 octobre à Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental. Selon les participants, «les potentiels partenaires ou investisseurs réfléchissent deux fois avant de s'engager», quand on sait que la MIBA traîne une dette sociale d'environ 150 millions de dollars américains. Malgré cette dette, le directeur général par intérim de la MIBA, Dieudonné Mbayi Tshakanyi, se veut rassurant.

La MECREBU n'a pas de problème de trésorerie, assure un délégué de la BCC. Les presque cinq mille membres de la Mutuelle d'épargne et de crédit de Bunia (MECREBU) «peuvent avoir des assurances par rapport à leur argent» car cette institution de microfinance n'a pas de problème de gestion ou de trésorerie, a assuré un délégué de la Banque centrale du Congo (BCC) dimanche 30 octobre lors d'une assemblée générale de MECREBU tenue à Bunia en Ituri. Le délégué de la BCC, Otton Shamavu, confirme que la MECREBU n'est pas affectée par la situation de MECREGO à Goma.

Nord-Kivu : 6 morts dans une attaque des présumés ADF à Kitevya. Six personnes, dont deux hommes et quatre femmes, ont été tuées, lundi 31 octobre, dans une attaque des présumés rebelles ougandais des ADF au village Kitevya, à 8 km d'Oicha en territoire de Beni (Nord-Kivu). L'administrateur de territoire, Amisi Kalonda qui donne ce bilan provisoire ajoute que deux autres personnes ont été blessées.

La ville de Matadi envahie par les ordures, dénonce la société civile. Plusieurs places publiques de la ville de Matadi sont transformées depuis deux mois en décharge publique, a dénoncé mardi Yves Masiala, le président de la société civile locale. Il attribue cette crasse à l'insuffisance des engins de ramassage des ordures dans la ville. A l'en croire, il n'y en a que deux pour toutes les communes de la ville.

Retour d'environ 2500 déplacés dans leurs villages à Walikale. Environ 2500 déplacés de Buleusa ont regagné depuis lundi 31 octobre leurs villages dans les groupements Ikobo et Kisimba à Walikale (Nord-Kivu). D'après des sources policières, il s'agit des déplacés qui étaient cantonnés depuis sept mois dans la localité de Buleusa. Ces personnes avaient fui les affrontements qui avaient opposé en novembre 2015 le

NDC/Rénové de Guidon aux FDLR dans leurs régions pour se réfugier d'abord à Miriki, dans le territoire de Lubero, avant de s'installer en mars dernier à Buleusa, ont-elles précisé.

Butembo: la population redoute des combats entre la secte «Corps du Christ» et l'armée. La population riveraine du Mont Kinsevere, dit «Mont Carmel» à Butembo (Nord-Kivu) craint des affrontements entre les membres de la secte Corps du Christ et l'armée loyaliste après l'expiration lundi 31 octobre de l'ultimatum des autorités politico-militaires aux membres de cette secte de quitter volontairement cette montagne qu'ils occupent. La société civile signale que depuis le 20 octobre dernier, les habitants riverains de Kisevere se réfugient vers le centre-ville, par crainte de subir les effets collatéraux de probables affrontements entre ces miliciens et l'armée, consécutivement à la fin de cet ultimatum.

Lubumbashi: la police prise pour cible par les manifestants du Rassemblement, selon le général Galenga. La police déployée samedi dernier pour dégager les accès conduisant vers l'avenue Lac Kipopo tout comme l'avenue Kamanyola dans son prolongement vers Golf a été prise pour cible par les militants du Rassemblement de l'opposition, a expliqué lundi 31 octobre le général de la police Jean-Bosco Galenga. Sept policiers ont été blessés par ces militants du Rassemblement d'après la même source.

Suspension des travaux de réhabilitation de la route Kalima – Shabunda. Les travaux d'entretien et de réhabilitation de la route nationale n°32 sur le tronçon Kalima - Lubile – Shabunda sont à l'arrêt depuis environ une dizaine de jours, ont indiqué des sources locales mardi 1er novembre. Le directeur provincial de l'Office des routes, Nzita Malondji, évoque l'épuisement de la première tranche de fonds alloués à ces travaux par le Fonds national d'entretien routier (FONER).

RDC: 13 membres du Rassemblement signent l'accord politique du dialogue. Treize membres du Rassemblement de l'opposition ont signé mardi 1er novembre l'accord politique trouvé à l'issue du dialogue. Le Rassemblement a pourtant boycotté ce dialogue et réclamé la convocation d'un « vrai dialogue ». Willy Mishiki affirme que cette adhésion se justifie par le souci « d'éviter au pays un bain de sang ». Les 13 nouveaux signataires de l'accord politique affirment continuer à soutenir Etienne Tshisekedi, président du comité de sages du Rassemblement, qui, selon eux, est « otage des forces obscures ».

Goma: les retraits d'argent à la mutuelle d'épargne plafonnés à 50 USD. Les clients de la Mutuelle d'épargne et de crédit de Goma (MECREGO) peuvent de nouveau retirer de l'argent dans les guichets de cette institution financière. Mais le fond à retirer ne doit pas dépasser 50 dollars américains. La Mecreco, la maison-mère, est depuis la semaine dernière placée sous tutelle administrative de la Banque Centrale du Congo (BCC).

L'institution fait face à un problème de trésorerie qui s'est traduit par l'absence de liquidité dans ses agences de Kinshasa et Goma. Elle n'arrivait plus à payer les épargnants.

Ethiopian Airlines inaugure la ligne Bujumbura-Goma. Le Boeing 737 de la compagnie Ethiopian Airlines a effectué lundi 31 le vol inaugural de la ligne Buja-Goma. La durée du vol pour cette ligne est de 15 minutes.

Bunia: les autorités appelées à renforcer la sécurité. La Nouvelle génération pour la RDC, une structure qui regroupe des jeunes de Bunia, appelle les autorités provinciales à prendre des dispositions pour sécuriser la population et ses biens. Ce regroupement fait état du regain, ces derniers jours, des cas de banditisme dans la ville de Bunia et sa périphérie.

Les militants de l'UDPS morts en septembre inhumés à Kinshasa. Les militants de l'UDPS morts lors des violences meurtrières des 19 et 20 septembre derniers à Kinshasa ont été inhumés mardi 1er novembre dans la capitale congolaise. Les corps de ces six militants étaient exposés depuis la veille au siège du parti. Etienne Tshisekedi a déposé une gerbe de fleurs sur chacun des six cercueils avant le départ vers le cimetière où il n'a pas fait le déplacement.

Mercredi 2 novembre.

Révélations des détournements par un quotidien belge: "montages grossiers" selon la RDC. La présidence de la RDC a qualifié de "montages grossiers" les révélations faites le week-end dernier par un quotidien belge sur des présumées malversations financières dans une banque tenue par un proche du président Joseph Kabila.

Selon le quotidien belge Le Soir, des documents compromettants ont été déposés dans sa rédaction par un homme qu'il présente comme un petit fils de du tout premier Premier ministre du Congo, Patrice-Emery Lumumba. L'article fait état de plusieurs transactions impliquant directement des proches de M. Kabila et qui s'apparentent à des détournements portants sur plusieurs millions de dollars destinés à l'organisation des élections dont la présidentielle initialement prévu avant la fin de l'année.

Des documents publiés accusent la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) d'avoir effectué des opérations financières "douteuses".

RDC: le HCR éloigne les réfugiés sud-soudanais de la frontière. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a commencé mardi 1er novembre la délocalisation des réfugiés sud-soudanais de la frontière vers la ville d'Aru, dans la province de l'Ituri. Pour le porte-parole de cette agence de l'ONU en RDC, Andreas Kirchhof, cette opération permettra de mieux assister 40 000 civils et d'améliorer leur sécurité.

Tanganyika: Kabalo et Nyunzu se vident après le conflit entre pygmées et bantous. Des dizaines d'habitants des territoires de Kabalo et Nyunzu (Tanganyika) ont abandonné leurs localités, depuis un mois, à la suite des conflits ethniques entre pygmées et bantous. Elles affluent vers Kongolo-centre, les localités de Mbulula, Mwehu, Mbuyeme, Kahombo, en territoire de Manono. Certaines familles de déplacés sont signalées dans les camps de Kisonja, Bonet, Makala et Mangungulu, en banlieue de Kalemie. A Manono, les éléments de la police nationale ont été déployés pour éviter un éventuel conflit entre les pygmées et les bantous. Manono est resté jusque-là épargné des attaques de deux milices actives à Kabalo et Nyunzu.

Francine Muyumba appelle les jeunes à des « revendications responsables ». Les jeunes ont le droit de revendiquer et ont la liberté d'appartenir à n'importe quel mouvement mais ils doivent le faire selon les lois de la République, a interpellé la présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse, Francine Muyumba. Cinq jeunes du mouvement Filimbi ont été arrêtés samedi 29 octobre dernier à l'issue d'un sit-in organisé devant le siège de l'Union africaine à Kinshasa. Selon le point focal de ce mouvement, ils ont été arrêtés sur leur chemin de retour après avoir été dispersés par la police. Ils ont été accusés à tort de troubler l'ordre public et d'incitation à la révolte ». Francine Muyumba n'exclut pas la possibilité de défendre ces jeunes, « s'ils sont innocents ».

RDC : le ralliement à l'accord politique du dialogue n'engage pas la Dynamique de l'opposition. La signature de l'accord politique trouvé à l'issue du dialogue par quelques membres du Rassemblement de l'opposition, n'engage en rien cette frange de l'opposition, moins encore les autres plateformes qui en font partie. C'est ce qu'a déclaré mardi 1er novembre à Kinshasa M. Fiyou Ndongboni, communicateur de la Dynamique de l'opposition, et président du parti Orange.

Ex-Equateur : 1 700 cantonniers réclament le paiement d'arriérés de 5 mois de salaire. Mille sept cents cantonniers qui exécutent les travaux d'entretien routier dans quatre provinces de l'ex-Equateur réclament à l'Office des routes (OR) le paiement d'arriérés de cinq mois de leurs salaires évalués à huit cent mille dollars américains. Dans un mémorandum adressé lundi 1er novembre au gouverneur de l'Equateur, les superviseurs se disent être pris en otages par les ouvriers en colère. Il s'agit principalement de ceux qui travaillent sur la route Mbandaka-Bikoro et Mbandaka-Ingende.

Cinq officiers de la police mis en cause dans les détournements des fonds de ménages des policiers à Beni. Le vice premier-ministre et ministre de l'Intérieur et de la sécurité, Evariste Boshab, a demandé au commissaire général de la police nationale, le général Charles Bisengimana, de convoquer à Kinshasa cinq officiers supérieurs de la Police Nationale Congolaise (PNC) au Nord Kivu qu'il soupçonne d'avoir mis en place un mécanisme pour détourner des fonds de ménages alloués mensuellement par le gouvernement aux policiers de la légion nationale d'intervention (LENI) déployés à Mbau en territoire de Beni.

RDC : au moins 87 cas d'attaques contre les journalistes recensés par JED . Dans son rapport annuel 2016, l'ONG Journaliste en danger (JED) dénonce la « montée » des attaques ciblées contre la presse en RDC. Ce document publié, mercredi 2 novembre à l'occasion de la journée internationale contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes, contient au moins 87 cas d'attaques contre les journalistes et les médias recensés par JED dans les 26 provinces du pays. Au cours des manifestations initiées par

l'opposition, les 19 et 20 septembre derniers, au moins une dizaine de professionnels des médias ont été attaqués ou interpellés par des éléments des diverses forces de sécurité. Ils ont été malmenés, battus, leurs matériels de travail endommagés, et détenus pendant de longues heures dans des camps militaires, indique le JED.

Beni: journée ville morte à Oicha. Les activités ont été paralysées mercredi à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni au Nord-Kivu. Ecoles, marchés et commerces sont restés fermés suite à l'appel à une journée « ville morte » décrétée par la société civile. Une journée « ville morte » décrétée en mémoire de sept civils tués lundi dernier au cours d'une attaque des présumés ADF dans la localité de Kitevya.

Révélations des détournements en RDC: la BGFI Bank dément toute malversation. La BGFI Bank dément être impliquée dans une quelconque malversation après les révélations du journal belge « Le Soir » sur des opérations bancaires douteuses notamment au détriment de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le quotidien belge a publié des documents que lui a transmis Jean-Jacques Lumumba, chef du département des engagements à la BGFI Bank, présenté comme un petit fils du premier Premier ministre du Congo, Patrice-Emery Lumumba. Ces documents font notamment état des « mouvements suspects » vers un compte appartenant à la commission électorale. Entre mai et septembre 2016, note Jeune Afrique sur son site Internet, plusieurs chèques ont été encaissés par la CENI pour un montant total de quelque 7,5 millions d'euros.

Les opérateurs économiques satisfaits de la réhabilitation de la route Matadi-Boma. Les opérateurs économiques du Kongo-Central se disent satisfaits des travaux de réhabilitation de la route Matadi-Boma, lancés depuis plus d'une année. D'après leurs représentants, les véhicules transportant des marchandises font moins de deux heures pour joindre les deux villes sur cette route longue de 120 km. Les travaux de réhabilitation de ce tronçon routier ne sont cependant pas finis.

Formation gouvernement: 21 jours après la présentation de l'accord au président (André Kakwata). Pour le député de la Majorité présidentielle Patrick Thierry André Kakwata, le délai de 21 jours fixé dans l'accord politique du dialogue pour la mise en place du nouveau gouvernement court depuis la présentation de cet accord au président Kabila et pas depuis sa signature. Signé le 18 octobre, cet accord a été présenté au président Kabila six jours plus tard. Il prévoit la mise en place d'un gouvernement dirigé par une personnalité issue de l'opposition ainsi que l'organisation de l'élection présidentielle en 2018.

Jeudi 3 novembre.

RDC: pour Vital Kamerhe, le plus important est d'appliquer réellement l'accord politique. L'opposant Vital Kamerhe, co-modérateur au dialogue politique, estime que le plus important est d'appliquer l'accord signé à l'issue de ce forum convoqué par le président Kabila pour permettre la tenue d'élections «crédibles» et «apaisées. Pour lui, le peuple attend désormais qu'un nouveau Premier ministre soit nommé comme convenu au dialogue. Vital Kamerhe refuse cependant de parler de date au sujet de cette nomination. L'accord prévoit que le nouveau gouvernement soit formé 21 jours après sa signature. Mais le député de la majorité André Patrick Kakwata estime que ce délai de 21 jours court à partir de la présentation de l'accord au président de la République.

Révélations des détournements: le député Lokondo exige des explications à la CENI. Le député Henri-Thomas Lokondo a proposé mercredi 2 novembre que le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) vienne éclairer les élus du peuple sur les allégations de tripatouillage du compte de cette institution à la BGFI-Bank, à Kinshasa. Pour cet élu de Mbandaka, il n'est pas normal que tout le monde parle de ce dossier, sauf les élus nationaux, qui sont en principe «les chefs de la CENI». Cette affaire a été portée sur la place publique, fin octobre dernier, par le quotidien belge Le Soir, qui accuse BGFI Bank de faire des opérations bancaires douteuses sur les comptes de la CENI. Selon ce journal, ces comptes logés à la BGFI Bank à Kinshasa ont plusieurs fois été dépouillés par des individus ne faisant pas partie de la CENI, mais plutôt présentés comme des membres de la famille du président Joseph Kabila. Des révélations rejetées par le président de la CENI, Corneille Nangaa, assurant que «ce sont des transactions normales faites par les gens ayant qualité à les faire pour le compte de la CENI».

19 décembre: le BCNUDH annonce des équipes de monitoring pour préserver la paix. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) annonce la mise en œuvre des équipes de monitoring pour préserver la paix le 19 décembre prochain, date l'expiration du second mandat de Joseph Kabila. A

travers ces équipes de monitoring, le BCNUDH entend établir des contacts entre les différents acteurs politiques et de la société civile, afin de préserver la paix le 19 décembre 2016. Barbara Matasconi constate également la date du 19 réveille de mauvais esprits et mauvais souvenirs en RDC, faisant allusion aux émeutes sanglantes de septembre dernier à Kinshasa.

Kinshasa: la société Rakeen dénonce la spoliation de ses deux concessions. La société Rakeen dénonce la spoliation de ses deux concessions à Kinshasa, où elle se propose d'ériger des hôtels cinq étoiles, projet du roi Sheikh Saud Bin Saqr Al Qasimi des Emirats Arabes Unis. Le conseiller de Rakeen, Papy-Michael Maswa, a accusé la société Vandam Immobilia d'être impliquée dans cette spoliation en complicité avec d'autres autorités politiques de la RDC. Papy-Michael Maswa déclare que la société Rakeen dispose des fonds pour continuer les travaux, mais elle hésite du fait que son investissement n'est pas protégé par le gouvernement congolais à qui elle demande d'ailleurs de respecter le protocole d'accord qu'ils ont signé.

Libération de six membres de Filimbi à Kinshasa. Cinq activistes du mouvement citoyen Filimbi ainsi que leur chauffeur arrêtés le 29 octobre dernier lors des manifestations pour réclamer le respect de la constitution ont été libérés mercredi 2 novembre du Parquet de Grande Instance de la Gombe (Kinshasa) où ils se trouvaient en détention préventive. Selon leur avocat Me Venance Kalenga, les six ex-détenus ont bénéficié de la liberté conditionnelle qui leur a été accordée par le parquet. Ils doivent cependant se présenter le 9 novembre prochain devant le parquet qui continue l'instruction de cette affaire, a-t-il ajouté.

Tanganyika : plus de 500 militaires et policiers déployés dans des territoires en proie aux violences. Plus de 500 militaires et policiers sont en train d'être déployés dans plusieurs villages des territoires de Kabalo, Nyunzu et Manono (Tanganyika), a annoncé Richard Ngoy Kitangala, le gouverneur de la province de Tanganyika. Dans les trois territoires, ce déploiement se fait village par village pour permettre aux forces de l'ordre d'être proches des habitants afin de mieux les sécuriser, a-t-il ajouté. Ces territoires sont depuis plusieurs années le théâtre des affrontements meurtriers entre les communautés pygmées et Luba.

Sud-Kivu : le BDOM en campagne pour atteindre 0 décès en couches. Le bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) sensibilise depuis mercredi une quarantaine de femmes accoucheuses et des infirmières du territoire de Kabare (Sud-Kivu) sur la prise en charge de la mère en phase d'accouchement et dans la phase prénatale. Objectif de cette campagne : atteindre le point zéro décès lors des accouchements.

Le patron de la SCPT, Didier Musete, suspendu de ses fonctions. L'administrateur directeur général de la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT), Didier Musete, est suspendu pour trois mois. Didier Musete est accusé de ne pas respecter « des instructions relatives au compte séquestre de la poste ». C'est dans ce compte bancaire que sont gardées toutes les recettes issues de l'exploitation de la fibre optique. Des représentants des syndicats des travailleurs de l'entreprise interrogés par Radio Okapi ont mal accueilli cette suspension qui, selon eux, ne favorisent pas l'émergence de la SCPT. Depuis son entrée en fonction en 2015, Didier Musete s'est notamment illustré par la relance de la poste dont les activités étaient à l'arrêt depuis de nombreuses décennies en RDC.

Butembo: l'armée déloge les adeptes de la secte "Corps du christ" ; Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont pris depuis jeudi 3 novembre dans la matinée le contrôle de la colline Mont Carmel, à quelque 3 kilomètres du centre-ville de Butembo, où campaient depuis quelques jours des adeptes de la secte "Corps du Christ".

RDC: Saïd Djinnit plaide pour un processus politique inclusif ; L'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a appelé mercredi, devant le Conseil de sécurité, le gouvernement congolais à œuvrer pour la mise en place d'un processus politique inclusif. Il a également exhorté toutes les parties prenantes à poursuivre leurs objectifs politiques par le biais de moyens pacifiques et du dialogue. Saïd Djinnit a précisé, par ailleurs, que le mécanisme régional de suivi de l'accord-cadre avait salué, le 26 octobre dernier à Luanda, la signature d'un accord à l'issue du dialogue politique en RDC. Au cours de la présentation du dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis Abeba, Saïd Djinnit a aussi exhorté les pays signataires à mener une « action énergique et décisive », afin d'éviter toute inversion des gains obtenus jusqu'à présent.

Kinshasa: des centaines d'habitations démolies au cimetière de Kinsuka. Plusieurs centaines d'habitations récemment construites au cimetière de Kinsuka ont été démolies la semaine passée. C'est la quatrième fois que ces maisons sont démolies. Les constructions sont interdites dans les cimetières. Certains

habitants dont les maisons ont été démolies reconnaissent que construire dans un cimetière n'est pas légal. Mais ils disent avoir reçu des assurances des chefs traditionnels qui vendent des parcelles dans cette partie de la ville.

RDC: Corneille Nangaa parle de la sécurisation des élections avec des parlementaires. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, a discuté de la sécurisation des élections avec des parlementaires élus de l'ancien Katanga. Il a indiqué que le gouvernement travaille pour permettre l'organisation des opérations d'enrôlement même dans des zones de tensions. Il a également parlé aux parlementaires du déploiement du matériel électoral dans 12 provinces dont les 4 provinces issues du démembrement du Katanga. D'après Corneille Nangaa, ce déploiement de matériel est accompagné de la mise en place d'un plan de formation et de recrutement des agents chargés de l'enrôlement des électeurs.

Le maire de Zongo appelle à plus de sécurité à la frontière centrafricaine.. Le maire de la ville de Zongo, Michel Siazou, demande aux autorités de renforcer la sécurité à la frontière centrafricaine. Il se dit préoccupé par la situation sécuritaire qui prévaut actuellement à Bangui, la capitale centrafricaine. Michel Siazou, a fait état de la prise de contrôle depuis deux jours des 10 préfectures ou provinces centrafricaines par un groupe rebelle qu'il n'a pas identifié. Une situation qui, selon lui, a entraîné des vagues de déplacements des Centrafricains vers Zongo, ville située à l'extrême Nord-Ouest de la province du Sud-Ubangi.

Kasaï-Oriental: déplacement des habitants suite à une rumeur sur la présence des miliciens Kamuina Nsapu. Les habitants de la localité de Tshilundu Merode dans le territoire de Miabi (Kasaï-Oriental) ont abandonné depuis mercredi leurs habitations pour se réfugier dans la forêt. Des sources locales expliquent cette fuite par une rumeur faisant état de la présence de la milice de Kamuina Nsapu dans les environs de cette localité. Une rumeur infondée, selon Léonard Kabeya, l'administrateur du territoire de Miabi.

Kindu: des clients de la MECREKI réclament leurs épargnes. Plusieurs clients de la Mutuelle d'épargne et de crédit de Kindu (MECREKI) réclament depuis deux jours devant le bureau de cette agence l'accès à leurs épargnes. A Radio Okapi, les manifestants ont expliqué que depuis une semaine, il est impossible de retirer l'argent aux guichets de cette mutuelle d'épargne. Pourtant, ont-ils fait remarquer, l'agence continue de percevoir les dépôts de certains clients qui ignoreraient que l'agence n'assure plus le retrait des épargnes.

Vendredi 4 octobre.

RDC : des experts de l'ONU réclament la fin de l'interdiction « injustifiée » des manifestations. Un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies a appelé jeudi 3 novembre les autorités de la RDC à lever une interdiction « injustifiée » des manifestations dans la capitale, Kinshasa. L'interdiction a été imposée en septembre après des manifestations qui ont été brutalement réprimées par les forces de sécurité, laissant des dizaines de personnes mortes et blessées. Depuis que l'interdiction des manifestations à Kinshasa a pris effet le 22 septembre, au moins quatre manifestations ont été annulées. L'interdiction de manifestations politiques est aussi en vigueur à Kalemie dans la province du Tanganyika et à Lubumbashi dans le Haut Katanga. Dans un communiqué publié le même jeudi, la police promet qu'elle fera observer la mesure d'interdiction de manifestations politiques prise par les autorités.

Butembo: les miliciens du Mont Carmel ne sont pas membres de l'Eglise Corps du Christ, selon son chef. Les miliciens qui occupaient le site Mont Carmel à Butembo et qui se réclamaient de l'Eglise « Corps du Christ » ne font pas partie de cette communauté religieuse. Selon le représentant légal de l'Eglise « Corps de Christ », le Bishop Simon Kituma, ces éléments armés n'ont jamais fréquenté les paroisses de cette communauté de Beni et Butembo et n'ont aucun lien avec les pasteurs affectés dans ces églises. Il dénonce de ce fait «une utilisation abusive de la dénomination de son église» par cette organisation et demande à ses leaders de changer le nom de leur mouvement.

RDC : Clément Kanku propose une rencontre entre les signataires de l'accord du dialogue et le Rassemblement. Le président du Mouvement du renouveau (MR), Clément Kanku, propose une rencontre entre le camp des signataires de l'accord du dialogue politique de la cité de l'Union africaine et le Rassemblement des forces sociales acquises au changement pour discuter sur les points divergents, afin de résoudre la crise congolaise. Son parti politique propose un plan de sortie de la crise politique actuelle

en RDC. Le Mouvement du renouveau dit également avoir insisté sur l'implication des organisations nationales, notamment la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), qui selon Clément Kanku, avait déjà été saisi en septembre dernier sur la situation politique au pays.

RDC : pour l'ABAKO, l'accord issu du dialogue donne plusieurs avantages à l'opposition. L'accord conclu par les participants au dialogue politique de la cité de l'OUA à Kinshasa donne plusieurs garanties et avantages à l'opposition, a estimé jeudi à Kinshasa Pierre-Anatole Matusuila, le président de l'Alliance des bâtisseurs du Kongo (ABAKO) au cours d'un point de presse organisé jeudi à Kinshasa. En obtenant la primauté à la suite de cet accord, a-t-il dit, l'opposition renforce sa marge de manœuvre pour la gouvernance politique et économique et pour avoir le contrôle du schéma de sortie de crise. La présence de l'opposition au sein du futur gouvernement lui donnera la possibilité d'empêcher toute tentative de modification de la constitution ou des lois de la république à des fins politiciennes, pense le président de l'ABAKO. Et surtout, a-t-il poursuivi, elle permettra à l'opposition de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour financer les élections.

Le Rassemblement maintient son meeting à Kinshasa, la police promet d'empêcher les attroupements. Le Rassemblement de l'opposition confirme la tenue de son meeting programmé le samedi 5 novembre en face du stade de martyrs à Kinshasa, bravant ainsi l'interdiction des manifestations politiques émises récemment par les autorités urbaines.

Meeting de l'opposition à Kinshasa: Maman Sidikou appelle à la retenue. A la veille du meeting annoncé par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement à Kinshasa, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Maman Sambo Sidikou, a lancé vendredi 4 novembre un appel à «tous les congolais, notamment les organisateurs de ce meeting et leurs militants ainsi qu'aux forces de l'ordre de la ville de Kinshasa censées encadrer cet événement [à] faire preuve de retenue et de responsabilité.» Le chef de MONUSCO a souligné la nécessité du respect par tous des lois de la République, y compris les dispositions constitutionnelles garantissant les libertés de manifestation, de réunions pacifiques et d'expression, dans un espace politique ouvert. «Ce sont là les conditions indispensables à une démocratie véritable et vivante», a-t-il estimé.

Des éléphants en migration détruisent des champs à Manono. Le chef de la chefferie de Kiluba à Manono (Tanganyika) appelle les autorités provinciales de Tanganyika à indemniser les paysans des villages de Bowe, Kachambuyu, Kay, Katamba Kabokoi, Kyeni, Mulenda, Mpanda et Mpombo dont les champs ont été détruits durant la nuit de jeudi à vendredi 4 novembre par des éléphants en migration. Il appelle également les autorités provinciales à intervenir pour éloigner ces pachydermes des habitations et champs des villageois.

L'électricité rétablie à Kalemie après 3 mois de pénurie. Après trois mois de coupure, la ville de Kalemie est de nouveau alimentée en énergie électrique de la Société nationale d'électricité (SNEL) depuis une semaine. En plus, aucun quartier de la ville n'est soumis au délestage, se sont réjouis certains consommateurs vendredi 4 novembre.

Détournements présumés des fonds destinés à la police à Beni: le dénonciateur en clandestinité à Kinshasa. Le comptable de la police nationale à Beni qui a dénoncé des cas présumés des détournements des fonds de ménages des policiers de la légion nationale d'intervention (LENI) déployés à Mbau, vit actuellement en clandestinité à Kinshasa, renseigne des sources à Beni. Un des conseillers du vice-premier ministre chargé de l'intérieur Benoit Yulama a indiqué à Radio Okapi que toutes les dispositions ont été prises par les autorités congolaises pour que sa vie ne soit pas menacée.

Samedi 5 octobre.

Kinshasa: les autorités invitent l'opposition à «surseoir» à son meeting. Le gouvernement provincial de Kinshasa réaffirme sa mesure d'interdiction des manifestations publiques à caractère politique et recommande au Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement de «surseoir» à son meeting populaire prévu pour samedi 5 novembre à Kinshasa.

Interdiction du meeting de l'opposition: la MP appelle le Rassemblement à respecter la décision des autorités. La Majorité présidentielle (MP) a appelé vendredi 4 novembre le Rassemblement de l'opposition à «respecter» les autorités du pays et de la ville province de Kinshasa. Le secrétaire général adjoint de

MP, Joseph Kokonyangi, indique que quand bien même les manifestations sont garanties par la Constitution, l'ordre public passe par-dessus tout. Dans une interview accordée à Radio Okapi, le secrétaire général de l'UDPS Jean-Marc Kabund a confirmé la tenue du meeting programmé le samedi 5 novembre en face du stade de martyrs à Kinshasa, par le Rassemblement de l'opposition, bravant ainsi l'interdiction des manifestations politiques émises récemment par les autorités urbaines.

RDC: la CETA soutient une négociation inclusive entre les acteurs politiques. En séjour à Kinshasa dans le cadre de la recherche de la paix, une délégation de la Conférence des églises de toute l'Afrique (CETA), a rencontré vendredi 4 novembre le chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, pour échanger sur le processus d'une négociation inclusive entre les acteurs politiques congolais. Selon le vice-président de la CETA, le docteur Richard Ondji'i Toung, il y a encore du travail à faire après l'accord politique signé, à la suite du dialogue tenu sous facilitation d'Edem Kodjo.

Kinshasa : un important dispositif policier déployé autour de la résidence d'Etienne Tshisekedi. Un important dispositif des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) est observé depuis la matinée de samedi 5 novembre à Limete (Kinshasa), autour de la résidence d'Etienne Tshisekedi et de la permanence de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Tous les mouvements de sortie et d'entrée sont interdits par les forces de l'ordre. L'on signale quelques arrestations des militants de l'UDPS postés devant le domicile de leur président.

Kananga: la police investit le siège du parti UDA/Originelle. Les éléments de la Police nationale congolaise (PNC) ont investi, depuis la matinée de samedi 5 novembre, le siège du parti politique Union démocratique africaine (UDA)/Originelle, au centre-ville de Kananga (Kasaï-Central). Des sources locales renseignent que les membres des partis de l'opposition appartenant au Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement devaient se retrouver à ce lieu pour suivre en direct l'adresse d'Etienne Tshisekedi, à partir de Kinshasa.

La Ligue des électeurs condamne le brouillage du signal de Radio Okapi. Le secrétaire exécutif de la Ligue des électeurs, Maître Sylvain Lumu, a condamné samedi 5 novembre la coupure du signal de RFI et le brouillage des émissions de Radio Okapi à Kinshasa. Depuis ce matin, le signal de Radio Okapi est brouillé sur sa fréquence FM de Kinshasa (103.5), rendant difficiles les conditions d'écoute de ses programmes. «C'est une situation très déplorable dans un pays qui se dit démocratique [...] Lorsqu'on porte atteinte au droit à l'information, ça entraîne une limitation gravissime en termes de liberté d'expression», a affirmé Sylvain Lumu. Jusqu'ici, aucune réaction n'est enregistrée de la part des autorités de la RDC à ce sujet.

Kinshasa: la police étouffe le meeting de l'opposition. Le meeting programmé par le Rassemblement des Forces politiques et sociales acquises au changement samedi 5 novembre à Kinshasa a été étouffé par la police. Un dispositif policier a été observé dans le quartier résidentiel du président du Rassemblement, Etienne Tshisekedi, et à la permanence de son parti, l'UDPS. Des barricades érigées sur les avenues qui donnent accès à la résidence du leader de l'UDPS avec des camionnettes des policiers armés ont empêché tout mouvement de sortie ou d'entrée à la 10ème rue à Limete.

Poursuite du déploiement des kits électoraux à Kamina. L'opération de déploiement des kits électoraux débutée vendredi s'est poursuivie samedi 5 novembre à Kamina dans le Haut-Lomami à 500 kilomètres de Lubumbashi. Environ six rotations des vols ont été effectuées, sur les neufs attendues. Ces opérations de déploiement concernent également les provinces du Lualaba et du Tanganyika. A total, quarante tonnes des kits électoraux sont déjà déployés à Kamina depuis vendredi. Parmi le matériel électoral, gardé à l'entrepôt de la base militaire de Kamina, l'on signale des kits d'enrôlement, des kits bureautiques, des kits de formulaires, des volets vierges, des cartes d'électeurs, etc.

Dimanche 6 novembre.

Interdiction de manifestations: la MP désapprouve la position de l'ONU. La Majorité présidentielle (MP) désapprouve la position de l'ONU sur l'interdiction des manifestations politiques publiques décidée par les autorités de la ville de Kinshasa. Un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies a appelé jeudi les autorités de la RDC à lever une interdiction « injustifiée » des manifestations dans la capitale congolaise. Le porte-parole de la majorité a déclaré samedi 5 novembre que la position des Nations unies ne contribue pas à « l'instauration du climat d'apaisement et de sérénité au sein de la classe politique ».

Alain Atundu dénonce « l'allure discriminatoire » de la position des Nations unies qui, selon lui, « ne vise manifestement qu'à soutenir le Rassemblement » de l'opposition.

Radio Okapi brouillée, RFI coupée: la Ligue des électeurs dénonce une atteinte au droit à l'information. La fréquence de Radio Okapi à Kinshasa a été brouillée et le signal de RFI coupé samedi 5 novembre alors que l'opposition projetait d'organiser une manifestation. La Ligue des électeurs condamne « une situation très déplorable ». L'ONG dénonce « une atteinte à la liberté d'expression et au droit à l'information ».

Arrêt de travail à l'hôpital de Kamina : 2 patients meurent faute de soins. Faute de soins, deux patients sont morts jeudi 3 novembre à l'hôpital général de Kamina où le personnel soignant observe un arrêt de travail. Le personnel de l'établissement proteste contre la réhabilitation du médecin directeur accusé de mauvaise gestion et de détournement des biens de l'hôpital. Selon le secrétaire exécutif du syndicat du secteur de santé du Haut Lomami, sur une soixantaine d'agents, seul deux médecins et un infirmier sont présents au lieu du travail.

Corneille Nangaa à Kalemie pour lancer l'enrôlement des électeurs. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, est arrivé samedi 5 novembre à Kalemie dans le Tanganyika où il va lancer l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs. Le président de la CENI a aussi annoncé le lancement simultané de l'opération d'enrôlement dans 12 autres provinces.

Nord-Kivu: le CEPADHO « préoccupé » par le climat d'insécurité. L'ONG des droits de l'homme Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et de droits de l'homme (CEPADHO) se dit vivement préoccupée par le climat d'insécurité qui prévaut dans les villes de Beni et Butembo, au Nord-Kivu. D'après cette organisation, cette insécurité est caractérisée par les massacres des civils et les attaques contre les forces de l'ordre. Dans une déclaration faite vendredi à Goma, l'ONG évoque notamment le phénomène Maï-Maï qui, selon elle, prend de l'ampleur dans cette partie du Nord-Kivu.

Brouillage de Radio Okapi: Thomas Luhaka affirme avoir saisi l'ARPTC. Thomas Luhaka, ministre des Postes, télécommunications, nouvelles technologies de l'information et de la communication, a déclaré dimanche 6 novembre avoir été « saisi » au sujet du brouillage de la fréquence de Radio Okapi à Kinshasa. Le ministre a indiqué avoir « saisi » à son tour l'Autorité de régulation des postes et télécommunications du Congo (ARPTC) qui, selon lui, est habilitée à résoudre ce problème. Sur son compte Twitter, le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme en RDC a fait savoir que la coupure de fréquence de Radio Okapi et RFI était contraire à la déclaration universelle des droits de l'homme.

Uvira: affrontements entre militaires et miliciens Maï-Maï, 1 mort. Des militants congolais affrontent depuis samedi 5 novembre des miliciens Maï-Maï dans le village Mahungubwe à Uvira (Sud-Kivu). Selon des sources locales, ce sont les Maï-Maï du chef de guerre Mwenyemali venus de la localité de Kahanda qui ont attaqué le village de Mahungubwe. L'armée aurait riposté, déclenchant des violents affrontements. Une femme, réfugiée rwandaise, a été tuée après avoir reçu une balle perdue à la tête.

Des élites accusés de thésauriser des terres à Kisangani. L'ONG Tropenbos International accuse les élites de thésauriser des terres arables dans la ville de Kisangani et ses environs (Tshopo). Cette structure l'a dénoncé, début novembre, au cours d'un forum citoyen sur l'enjeu de l'agriculture à la Tshopo. Cette organisation regrette que ces élites se soient approprié des hectares de terres sans pourtant les mettre en valeur.

Lundi 7 novembre.

La Coalition des 33 ONG condamne l'interdiction du meeting de l'opposition à Kinshasa. La Coalition des 33 ONG désapprouve l'interdiction du meeting de l'opposition, prévu samedi 5 novembre à Kinshasa et finalement empêché par la police. Le coordonnateur de cette structure, Georges Kapiamba, l'a dit et a condamné la restriction de la liberté de mouvements d'Etienne Tshisekedi, président de l'UDPS, qui n'a pas pu quitter sa résidence, le samedi dernier, pour se rendre au lieu où il devait s'adresser à ses militants. Il a également désapprouvé la détention arbitraire de cinq jeunes de l'UDPS qui seraient kidnappés la veille du 5 novembre à partir de leurs domiciles à Kinshasa.

Des clients de la MECREGO réclament la totalité de leurs épargnes. Plus de 9 000 clients de la Mutuelle d'épargne et de crédit de Goma (MECREGO) exigent l'accès à la totalité de leurs épargnes bloqués depuis

le 17 octobre dernier au sein de cette institution financière. Suite à une crise de liquidité de la mutuelle d'épargne, le retrait d'argent a été plafonné à 50 dollars américains par client. Le président des épargnants, Doudou Birindwa, a exigé l'accès à la totalité des épargnes vendredi 4 novembre au terme d'une réunion que la direction de l'institution financière a organisée avec le comité de crise mis en place par les clients de la MECREGO. Certains épargnants réclament jusqu'à 27 000 dollars américains à la MECREGO.

Marrakech: 200 délégués congolais assistent à la COP 22. Environ deux cents délégués de la RDC, parmi lesquels des représentants du gouvernement et de la société civile ainsi que des experts, vont participer à la Conférence internationale sur le Climat (COP 22) qui s'ouvre ce lundi 7 novembre à Marrakech au Maroc. Au cours de ces assises, les délégués de 197 parties engagées à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique vont rendre opérationnel l'Accord sur le climat signé l'année passée à Paris et qui est entré en vigueur le 4 novembre dernier.

Goma : l'hôpital Heal Africa sensibilise les femmes sur le dépistage du cancer du sein. Au cours du mois d'octobre, l'hôpital Heal Africa a mené une campagne à Goma pour sensibiliser les femmes sur le dépistage du cancer du sein. Environ 500 femmes en consultation prénatale à l'hôpital ont été informées sur cette maladie qui, selon une étude, causerait la mort de 5,5 millions de femmes par an à partir de 2030.

RDC: 10 rebelles et 2 militaires tués dans un accrochage en Ituri. Dix rebelles du groupe Union des patriotes pour la libération et deux militaires congolais ont été tués vendredi 4 novembre lors des affrontements dans le territoire de Mambasa en Ituri. L'assaut a été lancé simultanément par les militaires congolais contre les villages Sun City, Makamanda, Kanyabundi, Pangoy, Kitembo et Luluwa Pumuzika. Les rebelles de l'Union des patriotes pour la libération cherchaient à se réorganiser dans ces villages pour planifier des attaques. En plus des morts, il fait également état de deux blessés graves du côté des forces armées congolaises.

Le premier vol commercial de Congo airways arrive à Kalemie. La compagnie aérienne nationale Congo airways a démarré officiellement samedi 5 novembre ses activités à Kalemie (Tanganyika) avec le premier vol inaugural. Kalemie sera servi avec deux rotations par semaine, mercredi et samedi. La compagnie aérienne nationale Congo airways compte quatre avions, notamment deux Airbus A320 et deux bombardiers Q400.

Goma : le siège de l'assemblée provinciale encerclé par la police. Les députés provinciaux du Nord-Kivu n'ont pas été autorisés à accéder dans la salle pour la plénière de lundi 7 novembre à Goma, devant traiter la motion de défiance contre le président de l'organe délibérant. Le lieu a été encerclé par les éléments de la Police nationale congolaise (PNC), ont constaté plusieurs observateurs. A en croire le rapporteur de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, Nkuba Kahombo, le vice-Premier ministre de l'Intérieur aurait interdit toutes les plénières. Plusieurs députés provinciaux estiment que cette décision est une «entorse» à l'indépendance de l'assemblée provinciale.

Ngoyi Kasanji invite les habitants de Miabi à regagner leurs localités. Le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji invite les habitants des villages du territoire de Miabi à sortir de la forêt pour regagner leurs habitations. Depuis plus d'une semaine, ces habitants ont fui leurs habitations à cause d'une éventuelle attaque des miliciens de Kamuina Nsapu. Ils auraient aussi peur des militaires présents sur place.

Kinshasa: les deux actionnaires de Vodacom-RDC en procès. Congo wireless network (CWN), ancien GSM, et Vodacom international, deux associés de Vodacom-RDC, sont en procès devant le Tribunal de commerce de la Gombe à Kinshasa. CWN accuse son partenaire Vodacom International de «gestion opaque» ayant entraîné un déficit de 600 millions de dollars américains depuis 2005, ont indiqué des sources judiciaires lundi 7 novembre.

Se plaignant de cette «gestion opaque», Congo wireless network a sollicité et obtenu de la justice une décision désignant un expert pour mener un audit sur les états financiers de la société des télécommunications Vodacom-RDC sur les onze années d'activités. Dans Vodacom-RDC, 51% de parts sont détenus par Vodacom international qui conduit également le comité de gestion, tandis que Congo wireless network en possède 49% et chapeaute le Conseil d'administration.

Route Kinshasa-Matadi: la FEC contre le taux du péage effectué par la SOPECO. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) antenne du Kongo-Central s'insurge contre la tarification effectuée

actuellement par la Société de gestion de péage du Congo (Sopeco)) sur la route nationale numéro 1 Kinshasa-Matadi. Les opérateurs économiques réunis au sein de la FEC ont indiqué que cette société calculait les taxes à payer au taux de 1 250 francs congolais pour un dollar américain, sans aucune source de référence. La FEC/Kongo-Central dit constater que, d'une part, les autorités décident d'alléger certaines taxes pour faciliter les importations et, d'autre part, Sopeco augmente la taxation pour « asphyxier de plus en plus les opérateurs économiques ».

Les démobilisés de la base de Kitona réclament leur réinsertion sociale. Les démobilisés de la base militaire de Kitona (Kongo-Central) demande au gouvernement central de les retourner urgemment dans leurs milieux d'origine respectifs suivant le processus de démobilisation et réinsertion sociale. Ils l'ont déclaré à travers un mémorandum remis lundi 7 novembre devant l'administrateur du territoire de Moanda, à 200 Km à l'ouest de Matadi. Selon le porte-parole de ces démobilisés, Deo Mabaka, sur deux mille cinq cents démobilisés, seulement quatre cent cinquante ont pu regagner leurs milieux respectifs. Les autres attendent depuis trois ans leur évacuation.

La société civile réclame un médiateur spécial des conflits au Nord-Kivu. Les coordinations des sociétés civiles du Sud-Kivu et Beni –Lubero (Nord-Kivu) appellent le président de la République à nommer un médiateur spécial neutre sur les conflits qui sévissent dans les territoires de Beni et Lubero. Cette personnalité, dont le bureau devrait être installé à Beni avec un pouvoir contraignant, devrait travailler en coordination avec la société civile et les autres parties prenantes, ont proposé ces organisations citoyennes dans une déclaration conjointe publiée samedi 5 novembre à Beni. Elles demandent également au Gouvernement de mettre en place un plan de relance de l'économie dans les territoires de Beni et Lubero.

Mardi 8 novembre.

RDC: 7 morts dans une attaque des miliciens à Lubero. Sept personnes ont été tuées, plusieurs autres blessées et des maisons incendiées lundi 7 novembre matin, au cours d'une attaque des Maï-Maï dans le village Butalika, en groupement Itala au sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). L'administrateur du territoire indique que des dispositions sont déjà prises par les FARDC pour sécuriser les habitants de cette région.

RDC: RSF et JED dénoncent le brouillage de Radio Okapi et RFI. Reporters sans frontières (RSF) et Journaliste en danger (JED) dénoncent le brouillage de Radio Okapi et de RFI « dans un contexte politique et social des plus tendus ». Interrogé sur cette coupure, notent RSF et JED, le ministre des médias, Lambert Mendé, a déclaré que RFI était devenue la caisse de résonance et l'attaché de presse des organisateurs du meeting de l'opposition. Concernant la coupure de Radio Okapi, il a balayé la question, renvoyant la responsabilité au ministre des Affaires étrangères, au prétexte que la radio dépend de la mission des Nations unies.

Dialogue: les Etats-Unis soutiennent les efforts de la CENCO. Dans un communiqué publié lundi 7 novembre, les Etats-Unis disent soutenir les efforts que la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) fournit actuellement pour parvenir à un accord plus inclusif en RDC. Un accord politique a été signé le mois dernier au terme d'un dialogue auquel n'a pas participé une bonne partie de l'opposition. Depuis la signature de cet accord, les évêques catholiques mènent une mission de bons offices. Ils ont notamment rencontré plusieurs responsables de l'opposition qui rejettent l'accord politique. Selon Washington, les violences tragiques du 19 et du 20 septembre à Kinshasa ont souligné le besoin urgent d'un accord élargi et inclusif sur la date de l'élection présidentielle et sur le leadership de la RDC après l'expiration du deuxième mandat du Président Kabila, le 19 décembre. Les Etats-Unis invitent toutes les parties à respecter les principes fondamentaux de la démocratie, à rejeter la violence et à s'abstenir de tout langage pouvant susciter la violence.

RDC : le 1er diplôme vert décerné à Vodacom Congo. Le ministère de l'Environnement et Développement durable de la RDC a décerné lundi à la société de télécommunication Vodacom Congo le « diplôme vert », une récompense instituée par le gouvernement congolais en marge du sommet sur le climat qui s'est ouvert lundi à Marrakech (Maroc) pour encourager les acteurs non étatiques qui luttent contre le changement climatique au pays. Vodacom Congo a été primé à cause de son engagement pour l'économie verte en RDC. Le directeur général adjoint de Vodacom Congo, Paulin Ikwala a précisé qu'en publiant depuis 2005 les résultats officiels de toutes les éditions de l'examen d'Etat par SMS, Vodacom Congo a permis par exemple au ministère de "l'Education nationale" de faire des économies. En outre, a-t-

il ajouté, la publication des résultats de l'examen d'Etat via le réseau Vodacom permet au pays d'échapper au déboisement d'environ 240 arbres, qui étaient utiles pour imprimer le nombre de journaux officiels nécessaires annonçant les résultats de cette épreuve de fin du cycle secondaire.

Mbuji-Mayi : la Fondation Hirondelle initie les jeunes au civisme électoral. La Fondation hirondelle (FH) initie les jeunes congolais au civisme électoral. C'est dans ce cadre qu'elle a organisé, du 2 au 4 novembre, les « débats hirondelles » en faveur d'une centaine de jeunes de la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental).

Deux journalistes libérés après un jour de détention à Kolwezi. A Kolwezi (Lwalaba), deux journalistes de la Radiotélévision Manika (RTMA) ont été libérés mardi 8 novembre au lendemain de leur interpellation. Ils ont été détenus dans un cachot de service de sécurité. Gaston Mushid et Karton Kasong, respectivement directeur général et chef des programmes de cette chaîne de télévision, affirment avoir été interpellés à cause d'une interview du président de Mazembe, Moïse Katumbi. L'interview a été diffusée dimanche peu avant le match-retour de la finale de la Coupe de la Confédération de la CAF, remportée par le club de Lubumbashi. Dans cette interview, Moïse Katumbi encourageait ses joueurs pour le match et appelait la population à soutenir Mazembe. Pour les services de renseignement, la RTMA ne devait pas diffuser cette interview.

Energie du Kasaï-Central annule les factures du mois d'août. La direction de la société Energie du Kasaï-Central (ENERKAC) a annoncé lundi 7 novembre l'annulation des factures du courant électrique émises pour le mois d'août 2016 pour les abonnés de la Société nationale d'électricité (SNEL) à Kananga. Les clients d'Enerkac avaient trouvé la facture du mois d'août très élevée et avaient saisi l'assemblée provinciale du Kasaï-Central qui a obtenu son annulation. L'assemblée provinciale a demandé à Enerkac d'adapter sa facturation au pouvoir d'achat de la population de Kananga.

Une fillette tuée et une trentaine de casques bleus blessés dans une explosion à Goma. Une fillette de huit ans a trouvé la mort et une trentaine de casques bleus blessés, mardi 8 novembre, dans une explosion au quartier Kyeshero, à Goma (Nord-Kivu). Des enquêteurs de l'UNMAS, des FARDC ainsi que ceux de la police congolaise sont sur le lieu de l'explosion. Selon des témoins, l'explosion a eu lieu pendant que des casques bleus du contingent indien faisaient leur marche matinale habituelle.

Ituri: plus 9 000 tonnes de café exporté en 2015, selon l'ONC. La province de l'Ituri a exporté plus de 9 000 tonnes de café au cours de la saison caféière de l'année dernière, a indiqué lundi 7 novembre, le responsable de l'Office congolais de café (ONC) dans le territoire de Mahagi, Eugène Ukura. Selon lui, cette production a essentiellement été exportée à partir de l'Ouganda par trois entreprises locales vers les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la Belgique.

RDC: un nouveau gouvernement annoncé pour le 14 novembre. Le gouvernement de large union nationale sera mis en place dans six jours, ont annoncé mardi 8 novembre à Kinshasa les ex-co-modérateurs du dialogue politique, Vital Kamerhe et Alexis Thambwe Mwamba. Ce dernier soutient que l'accord issu de ce forum n'est pas violé parce que le délai de vingt-et-un jours pour la formation de ce gouvernement court à partir du 24 octobre, jour de la remise du texte au chef de l'Etat.

Vital Kamerhe exige le rétablissement des signaux de RFI et Radio Okapi. «Les signaux de Radio Okapi et RFI doivent être rétablis, car nous avons droit à l'information», a déclaré mardi 8 novembre le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe. De son côté, le ministre congolais de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, a annoncé que cette affaire serait réglée sans préciser la date.

Mercredi 9 novembre.

RDC: les provinces peinent à fonctionner faute de financement. Les provinces de la RDC connaissent des sérieux problèmes de fonctionnement depuis quelques mois. Le gouvernement central ne finance pas ou pas assez leur fonctionnement. Soit les fonds envoyés sont modiques, soit ils arrivent à compte-gouttes. Conséquence : les députés provinciaux sont impayés depuis le mois d'août, ont révélé des sources concordantes mardi 8 novembre. La constitution du 18 février 2006 institue le principe de la retenue à la source par les provinces 40% des recettes qu'elles génèrent. Mais, cette disposition n'est pas appliquée. Les recettes sont mises à la disposition du gouvernement central qui renvoie 40% aux provinces.

L'Hôtel Memling de Kinshasa mis en vente, selon un quotidien belge. L'Hôtel Memling de Kinshasa du groupe belge Sabena est depuis quelques mois mis en vente. D'après le journal belge Le Soir qui a révélé l'information, deux acheteurs potentiels ont déjà manifesté leur intérêt pour le rachat de l'établissement hôtelier, estimé à plus de 16,5 millions d'euros. Il s'agit d'une petite chaîne internationale et d'un homme d'affaires congolais, a indiqué le journal sans plus de précision. D'après Me Van Buggenhout, le curateur du Memling cité par Le Soir, le contexte politique très tendu en RDC justifierait cette vente et le contexte politique congolais actuel a freiné le rendement de cet Hôtel de 180 chambres.

Impayés depuis 4 mois, les députés provinciaux de Kinshasa refusent de siéger. Les députés provinciaux de Kinshasa ne siègent plus à l'Assemblée provinciale depuis l'ouverture de la session budgétaire le 30 septembre dernier. Ils protestent contre le non-paiement de leurs émoluments depuis 4 mois.

Le gouverneur Paluku dit ignorer l'origine de l'explosion de Goma. Le gouverneur du Nord-Kivu dit ignorer pour l'instant l'origine de l'explosion survenue mardi 8 novembre dans le quartier Kyeshero à Goma. Julien Paluku qui s'est rendu le même jour sur le lieu de l'explosion, accompagné des membres du conseil provincial de sécurité, a indiqué que ce sont les résultats des enquêtes qui vont déterminer ce qui s'est réellement passé.

RDC: présidentielle en 2017, « techniquement possible » pour les Etats-Unis. Pour le chargé d'affaires de l'Ambassade américaine en RDC, David Brown, il est « techniquement possible » d'organiser l'élection présidentielle en 2017. David Brown estime que les élections libres, équitables et démocratiques sont les outils les plus durables que peuvent utiliser les citoyens afin d'améliorer leurs vies et celles des générations futures. Il a également exprimé le soutien de Washington aux efforts de la Conférence épiscopale nationale du Congo qui tente de concilier les avis de la Majorité et du Rassemblement afin de parvenir à un accord inclusif.

Manono: plus de 100 maisons se sont écroulées après une tempête. Une vue aérienne d'un quartier du territoire de Manono, 450 km au Sud Ouest de Kalemie. Plus de 100 maisons se sont écroulées après une tempête qui a soufflé dans la soirée de lundi 7 novembre à Manono (Tanganyika). Parmi les coins les plus touchés, la société civile cite le quartier Majengo Mapya où elle signale également que deux écoles se sont écroulées.

La MONUSCO annonce la visite du Conseil de sécurité en RDC. La délégation du Conseil de sécurité des Nations unies est attendue vendredi 11 novembre en RDC pour une visite de quatre jours. « Ils viennent rencontrer les autorités de la RDC, toutes les institutions [...] En fait, le président de la République, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et certaines autres autorités congolaises. Je pense que beaucoup de sujets pourront être abordés, notamment la sécurité, la situation politique. »

RDC: les actionnaires de la BIAC décident de la « dissoudre volontairement ». Réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) ont décidé de « dissoudre volontairement » cette institution financière. L'avocat conseil de ces actionnaires, Me Pierre Okendembo, a indiqué mercredi 9 novembre, qu'un liquidateur chargé de désintéresser tous les créanciers a été désigné. Selon les participants, le « surendettement » auprès de la Banque centrale du Congo (BCC) creuse un écart inquiétant entre les actifs et les passifs du patrimoine de la BIAC.

Kinshasa: plusieurs étudiants de l'ISTA blessés lors d'un accrochage avec la police. Deux véhicules ont été brûlés et plusieurs étudiants blessés, dont cinq graves lors d'un soulèvement mercredi 9 novembre avant-midi à Kinshasa des étudiants de l'Institut supérieur des techniques appliquées (ISTA) qui se sont affrontés aux policiers. Ces étudiants protestaient contre l'augmentation brusque du taux de leur minerval en franc congolais par leur direction générale, de 930 francs congolais le dollar à 1125 franc congolais.

Jeudi 10 novembre.

Le député Kiro déplore l'absence de prise en charge des prisonniers malades. Le député national Grégoire Kiro déplore l'absence de mécanismes de prise en charge des prisonniers malades à la prison de Makala, à Kinshasa. Il a adressé mercredi 9 novembre une question orale au ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba. Il a affirmé que la plupart des détenus malades à la prison centrale de Makala qui sont transférés dans des hôpitaux pour des soins appropriés ne bénéficient pas de la prise en charge de l'Etat.

Certains prisonniers payent eux-mêmes les policiers qui les gardent dans les hôpitaux où ils sont soignés, a-t-il dénoncé.

Sud-Kivu : les communautés Babembe et Banyamulenge sensibilisées sur la cohabitation pacifique. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu et la section des affaires civiles de la MONUSCO ont sensibilisé les communautés Babembe et Banyamulenge à Kilomoni (Uvira) sur la résolution des conflits interethniques. Ces travaux de sensibilisation qui se sont déroulés du 7 au 9 novembre ont aussi porté sur la promotion du dialogue social entre les deux communautés.

Kasaï-Oriental: le couvre-feu maintenu à Mbuji-Mayi. Le conseil provincial de sécurité du Kasaï-Oriental a décidé mardi 8 novembre de maintenir le couvre-feu instauré dans la ville de Mbuji-Mayi par le gouvernement provincial en octobre dernier. Il a cependant repoussé l'heure de début du couvre-feu de 22 heures à 23 heures.

Il s'est dégagé des échanges, auxquels ont été associés, les bourgmestres de cinq communes de la ville et les chefs des quartiers, qu'en dépit de l'instauration du couvre-feu, la situation sécuritaire ne s'est pas nettement stabilisée.

Tanganyika: 11 personnes meurent de choléra en deux semaines à Mwenge. Onze personnes souffrant du choléra sont mortes en deux semaines dans la localité de Mwenge (Tanganyika). Dans la même période, indiquent des sources médicales, 141 cas de choléra ont été enregistrés.

Un agent payeur de la Caritas abattu au Nord-Ubangui. Un agent payeur de la Caritas a été abattu mardi 8 novembre sur la route de Bosobolo dans la province du Nord-Ubangui. Justin Biliko convoyait l'argent destiné à la paie des enseignants pour le mois d'octobre 2016. Le montant qu'il transportait serait de 91 millions de francs congolais (environ 95 000 dollars). Le conducteur de la moto qui transportait l'agent de Caritas a réussi à s'échapper et a ramené l'argent à Gbadolite.

Un sit-in pour dénoncer l'interdiction de manifestation dispersé en Ituri. Le mouvement citoyen Filimbi a organisé mercredi 9 novembre un sit-in à l'hôtel de ville de Bunia pour protester contre la décision du maire interdisant toute manifestation politique. La coordonnatrice de Filimbi en Ituri, Me Naguy Godhi, affirme que des policiers ont dispersé la manifestation. Elle affirme avoir été interpellée par la police avant d'être relâchée quelques heures après. Les manifestants n'ont finalement pas déposé leur memorandum. La coordonnatrice de Filimbi en Ituri dément toute volonté de « provoquer les autorités ».

Frais académiques: les chefs d'établissements appelés à appliquer le taux officiel. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Théophile Mbemba a invité, jeudi 10 novembre, les chefs d'établissements publics à fixer les frais académiques selon le taux officiel. Ce taux officiel revient à 967 francs congolais pour un dollar américain, conformément à l'instruction 018 du ministère de l'ESU qui donne les directives académiques de l'année 2016-2017.

Rareté de clients à l'agence de la BIAC à Goma. A Goma (Nord-Kivu), les clients se font rares, depuis deux jours, à l'agence de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC). Des sources concordantes attribuent cette situation à l'annonce des actionnaires de cette institution financière de la dissoudre. Quelques agents de la BIAC ont laissé entendre à Radio Okapi que toutes les opérations financières se déroulent encore normalement, et que les nouvelles sur la dissolution ne sont que des rumeurs.

Vendredi 11 novembre.

RDC: l'opposition et la Majorité réagissent sur la loi de reddition des comptes. L'Assemblée nationale a débuté, jeudi 10 novembre, l'examen du projet de loi portant reddition des comptes de l'exercice 2015. Pour l'opposant Emery Okundji, ce projet de loi est un véritable copié-collé des lois portant reddition des comptes de l'exercice antérieur. Il s'insurge surtout sur le fait que ce projet consacre le dépassement budgétaire dans certains secteurs. «Je peux vous donner des cas de dépassement. Lorsque vous venez par exemple au domaine de la N'sele: prévision, 268 005 USD; réalisation 10 540 054 USD, soit un dépassement de 9 786 049 USD. Et les exemples sont légions», s'est plaint le député élu des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS).

De son côté, la députée de la Majorité Vicky Katumwa plaide pour la recevabilité de ce projet de loi malgré les dépassements budgétaires dans certains secteurs. Le ministre des Finances est attendu à la chambre basse du parlement, ce vendredi, pour répondre aux questions des députés avant de soumettre ce projet de loi au vote.

L'état congolais crée une société pour gérer la fibre optique de la RDC. L'Etat congolais a créé une nouvelle société pour gérer la fibre optique de la RDC : la Société congolaise de fibre optique (Socof SA). Cette société a pour mission, indique le gouvernement, de financer, construire, détenir, gérer, exploiter et maintenir des infrastructures et équipements de télécommunications haut débit, notamment la fibre optique de la RDC. La Socof dispose d'un capital social de 1.076.201,21 USD et l'Etat congolais est l'actionnaire unique de la nouvelle société anonyme unipersonnelle enregistrée au Guichet unique de création d'entreprises et aux dispositions spécifiques nationales relatives aux entreprises publiques, complémentaires, indique le COPIREP. La Socof étendra son réseau particulièrement vers les villes de l'est du pays (Lubumbashi, Goma, Beni et Kisangani) et en interconnexion avec les pays limitrophes de la sous-région des grands lacs africains ainsi que la Zambie.

Les producteurs agricoles contre l'augmentation du péage sur la route Matadi. En l'espace de quelques semaines, cette taxe est passée de 39 000 Francs Congolais à 49 500 Francs Congolais pour les véhicules de poids moyens, ce qui représente une augmentation de 20% de cet impôt, a dénoncé au cours d'un point de presse organisé jeudi 10 novembre Joseph Mabanga, le président de cette association.

Vers un accord entre la RDC et le Rwanda sur l'exploitation commune du gaz méthane du lac Kivu. Les ministres congolais et rwandais des Hydrocarbures discutent depuis jeudi 10 novembre à Goma (Nord-Kivu) pour trouver un accord sur l'exploitation commune des ressources fossiles du lac Kivu. Cet accord concernera dans un premier temps le gaz méthane avant d'être étendu au pétrole découvert dans le lac Kivu, ont précisé les deux ministres jeudi à la presse. Depuis plus d'un an déjà, le Rwanda produit une dizaine de mégawatts d'électricité en transformant le gaz méthane, pompé à partir d'une plateforme que le pays a installé sur le lac Kivu à 13 km de sa rive.

La société civile de Butembo appelle les jeunes à se désolidariser des groupes armés. La société civile de Butembo dans la province du Nord-Kivu appelle les jeunes à se désolidariser des groupes armés très actifs et qui perturbent la quiétude de la population dans cette partie de la province. Elle fait remarquer qu'en dehors de la secte Corps du Christ, démantelée récemment par les FARDC, il s'observe un regroupement de différents groupes Maï Maï qui occupent des collines des villages autour de Butembo.

Kinshasa : les difficultés de gestion des immondices refont surface. Les ordures ménagères et autres déchets s'accumulent et traînent plus longtemps dans les décharges publiques à Kinshasa. Les déchets débordent et atteignent même la route asphaltée à certains endroits, notamment au croisement des avenues Kabinda et Flambeau dans la commune de Barumbu, a constaté un reporter de Radio Okapi. Selon certains agents de la régie d'assainissement et des travaux publics de Kinshasa (RATPK), ces immondices traînent par manque des moyens.

L'épidémie de choléra déclarée à Mbanza Ngungu. L'épidémie de choléra sévit depuis le début de mois en cours dans le secteur de Gombe sud, territoire de Mbanza Ngungu, près de 2 015 km à l'ouest de Matadi (Kongo-Central). L'on dénombre 149 cas avec 15 décès, tous de la cité de Kamba et ses environs.

Ituri : l'OCC s'explique sur la prolifération des boissons fortement alcoolisées à Bunia. Le chef d'agence de l'Office congolais de contrôle OCC en Ituri, Freddy Nguomoja, a répondu jeudi 10 novembre devant l'assemblée provinciale, à une question orale qui lui a été adressée au sujet de la prolifération de la fabrication des boissons fortement alcoolisées à Bunia. M. Nguomoja a reconnu que la plupart des sociétés qui fabriquent ces produits alcoolisés à Bunia fonctionnent dans la clandestinité.

Le guichet unique du commerce extérieur inauguré à Kisangani. La société d'exploitation du guichet unique du commerce extérieur (SEGUCE) a lancé jeudi 10 novembre à Kisangani, dans la province de la Tshopo, le centre de facilitation du guichet unique intégral du commerce extérieur. Selon Pierre Olivier Gobert, directeur des opérations de Seguce RDC, ce centre va permettre de maximaliser les recettes administratives et douanières en intégrant l'ensemble du commerce qui était informel et va valoriser l'image de la RDC à l'étranger, en améliorant son classement en climat des affaires et dans le classement Doing Business de la Banque mondiale.

Les provinces issues de l'ex-Katanga réfléchissent sur leur développement durable. Le gouverneur du Haut-Katanga a ouvert jeudi 10 novembre à Lubumbashi la 25ème session plénière de la plateforme Investissement durable au Katanga (IDAK), qui vise le développement des provinces issues de l'ex-province du Katanga. Les représentants des quatre provinces issues du démembrement du Katanga (Haut Katanga, Haut Lomami, Lualaba et Tanganyika), les représentants des entreprises minières et la société civile réfléchissent sur «les enjeux et les défis du secteur minier comme facteur d'inter-connectivité des provinces de l'ex-Katanga».

RDC : HRW plaide pour l'appui des efforts visant à assurer la sécurité de Joseph Kabila après la présidence. L'ONG Human Rights Watch (HRW) recommande aux membres du Conseil de sécurité des Nations unies qui viennent en visite en RDC d'exhorter le président Kabila à se retirer à la fin de son mandat pour éviter une crise plus étendue, et appuyer les efforts visant à assurer sa sécurité ainsi que celle de sa famille après la présidence. Pour HRW, si le président Joseph Kabila reste au pouvoir au-delà de son deuxième et dernier mandat autorisé par la constitution le 19 décembre, « il existe un risque réel que des manifestations éclateront, que les forces de sécurité répondront par un usage excessif de la force, et le pays pourrait sombrer dans une violence et un chaos d'une ampleur considérable ».

Le maire de Beni souhaite le maintien de la paix jusqu'aux festivités de fin d'année. Depuis près de trois semaines, la ville de Beni connaît une accalmie, grâce à la collaboration entre les FARDC et les casques bleus de la MONUSCO, a déclaré vendredi 11 novembre le maire de Beni, Masumbuko Bwanakawa. Tout en souhaitant que ce climat de paix soit maintenu jusqu'aux festivités de fin d'année, il a appelé à l'implication de tous pour que cessent les massacres dans cette partie du Nord-Kivu.

Ituri: un homme brûlé vif après avoir tué ses deux filles. Les habitants du groupement Lopa, en territoire de Djugu (Ituri) ont lynché et brûlé vif, jeudi 10 novembre, un homme, accusé d'avoir décapité ses deux filles à coups de machette. Les deux filles tuées par leur père ont respectivement 10 et 17 ans. Ce meurtrier a commis ce forfait après avoir regagné son domicile après quatre mois de détention. Arrivé à la maison, il s'est mis à menacer son épouse qu'il soupçonnait de l'avoir trompé avec un autre homme pendant qu'il était en détention.

La femme a eu la vie sauve après avoir fui. N'ayant pas atteint sa cible, cet homme a déversé sa colère sur ces deux filles. En colère, la population du quartier s'est ruée sur le meurtrier, qui a été brûlé sur la route principale.

RDC : la Banque mondiale évalue son apport dans le secteur agricole. Selon le directeur des opérations de cette institution financière, Ahmadou Moustapha Ndiaye, l'apport de la Banque mondiale pour la RDC est évalué à 450 millions de dollars américains, soit 15 % du coût global. Parlant des défis à relever, M. Moustapha s'est exprimé en ces termes : «Nous avons en termes des défis, la production agricole qui a diminué depuis les années 1970 de près de 90 %. On voit aussi en RDC, plus de 6 millions de personnes qui souffrent gravement de l'insécurité alimentaire.» Par ailleurs, a-t-il indiqué, le groupe de la Banque mondiale soutient le gouvernement congolais dans sa stratégie pour la relance du secteur agricole, à travers des interventions sur les besoins pour couvrir l'ensemble du territoire national.

COP 22 : les experts congolais contre le transfèrement des eaux de l'Ubangi vers le lac Tchad. Les experts congolais qui participent à la 22e Conférence mondiale sur le climat (COP22) à Marrakech (Maroc) se disent préoccupés par le projet du transfèrement des eaux de la rivière Ubangi vers le lac Tchad qui a perdu plus de 80% de sa superficie. Le député national Roger Mpanano, membre de la commission Environnement, ressource naturelle et tourisme, indique que si cela se réalise, les parcs nationaux et les espèces aquatiques vont payer les frais. «Nous devons savoir que sans l'Ubangi, le fleuve Congo ne sera plus navigable que huit mois sur douze. Il peut y avoir la disparition de beaucoup d'espèces aquatiques et la destruction des parcs nationaux... ».

Plus de 100 jeunes sensibilisés au volontariat à Kinshasa. Plus de cent jeunes de Kinshasa ont été sensibilisés, vendredi 11 novembre, au volontariat à la place YMCA, dans la commune de Kalamu. A l'initiative du ministère du Plan, ce forum a voulu amener les participants à s'impliquer dans le développement du pays.

Assemblée nationale: le projet de loi sur la reddition des comptes jugé recevable. Le projet de loi portant reddition des comptes du budget de l'exercice 2015 a été jugé recevable, vendredi 11 novembre, après un

débat houleux à l'Assemblée nationale, à Kinshasa. Ce débat a notamment porté sur les dépassements excessifs du budget dans plusieurs secteurs. Devant l'Assemblée nationale, le ministre des Finances, Henri Yav Mulang, a promis d'apporter plus d'informations sur le dépassement budgétaire au sein de la commission économique et financière de cette chambre. Pendant le débat, des députés de l'opposition avaient plaidé pour le rejet de ce projet de loi. L'opposant Emery Okundji avait qualifié ce projet d'un véritable copié-collé des lois portant reddition des comptes de l'exercice antérieur.

Samedi 12 novembre.

CPI : l'ex-rebelle congolais Ntaganda accusé de subornation de témoins. La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a de nouveau accusé l'ancien chef de guerre congolais Bosco Ntaganda de tenter de faire dérailler son procès pour crimes de guerre en subornant des témoins. Une analyse de 450 conversations téléphoniques révèle « l'implication de Ntaganda dans un large projet de perversion de la marche de la justice », a affirmé Fatou Bensouda dans un document officiel daté de lundi. Cela s'est notamment traduit par « la manipulation de témoins potentiels de la défense, obstruction des enquêtes de l'accusation et d'interférences avec les témoins de l'accusation », a-t-elle ajouté.

Le député Kiro réclame une mission parlementaire sur la situation des prisons. Le député Grégoire Kiro recommande la mise sur pied d'une mission de contrôle parlementaire sur la situation des prisons en RDC. Il estime que cette mission parlementaire aura la mission de « vérifier l'utilisation des fonds mis à la disposition de différents pénitenciers ». Interrogé par les députés notamment sur la prise en charge des prisonniers malades, le ministre a plaidé pour une augmentation du budget alloué au fonctionnement des prisons. Le député Kiro regrette que ce secteur soit « délaissé ». Le député demande également que le ministre de la Justice surveille la situation des lieux de détention des « services spécialisés ».

RDC: la CENI invitée à publier le calendrier de l'enrôlement des électeurs. La Synergie des missions d'observation citoyenne des élections invite la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à publier un calendrier partiel ou séquentiel des opérations d'enregistrement des électeurs actuellement en cours. Selon cette organisation, le calendrier permettrait à toutes les parties prenantes de mieux suivre les opérations d'enrôlement des électeurs et de faciliter leur planification.

La délégation du Conseil de sécurité reçue par Joseph Kabila. La délégation composée des 16 membres du Conseil de sécurité de l'ONU a été reçue ce samedi à la présidence de la république pour un entretien Joseph Kabila. Plus tôt dans la matinée, elle a été reçue par le Premier ministre. Arrivés vendredi à Kinshasa en provenance de New-York pour une mission de trois jours, la délégation doit également rencontrer des membres de l'opposition, de la Cenco, de la société civile et de la Majorité.

Députés de Kinshasa impayés: le gouvernement évoque l'absence de rétrocession. Impayés depuis quatre mois, les députés provinciaux refusent de siéger. Serge Nseke, expert en communication auprès du ministère provincial des Finances de Kinshasa, trouve « dommage » que les élus de la capitale refusent de siéger. Il affirme que les députés provinciaux sont payés « directement par le gouvernement central à travers la rétrocession qui connaît des difficultés ». Au gouvernement provincial, on indique que la rétrocession des recettes par le gouvernement central n'est pas faite depuis le mois d'août. Ce qui expliquerait le non-paiement des salaires des députés.

Kinshasa: plusieurs quartiers inondés après la pluie. La pluie qui s'est abattue ce samedi 12 novembre dans la matinée à Kinshasa a fait plusieurs dégâts. Plusieurs quartiers ont été inondés.

RDC: le Conseil de sécurité souhaite la poursuite des discussions pour un « consensus large ». En visite en RDC depuis samedi 11 novembre, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont estimé que l'accord politique signé à l'issue du dialogue était « une étape ». Ils disent souhaiter la poursuite des discussions pour arriver à un « large consensus ». Le Français a également invité les Congolais à un «débat politique libre et constructif». François Delattre a plaidé pour le respect de la liberté d'opinion, de réunions et l'accès équitable aux médias. Le Conseil de sécurité indique également être préoccupé par la situation sécuritaire difficile dans l'Est de la RDC. La délégation se rendra dimanche à Beni, territoire du Nord-Kivu en proie aux tueries depuis plus de deux ans. Beni: la population attend «des décisions concrètes» du Conseil de sécurité. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU sont attendus dimanche 13 novembre à Beni. Pour la société civile, « contrairement aux missions précédentes », le Conseil de

sécurité doit venir cette fois pour «prendre des décisions concrètes » afin de mettre un terme aux massacres des civils et pillages, qui durent depuis plus de deux ans.

Tension à la frontière entre le Rwanda et la RDC après un meurtre. Une tension est observée, samedi 12 novembre, à la frontière entre le Rwanda et la RDC à la suite de la mort d'un jeune congolais abattu à la petite barrière. Les militaires rwandais qui ont abattu ce jeune l'accusent d'avoir traversé illégalement leur frontière. Révoltés par cet acte, les jeunes de Goma voulaient à tout prix se rendre au Rwanda avec une arme qu'ils tentaient d'arracher à un policier congolais. Ils ont été maîtrisés et calmés par des policiers venus en renfort.

Près de 200 personnes informées sur le contenu du dialogue à Matadi. A Matadi (Kongo Central), près de deux cents personnes ont été informées, vendredi 11 novembre, sur le contenu du dialogue national, clôturé en octobre dernier à la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa. Cet atelier de restitution a été animé par le coordonnateur provincial de la société civile du Kongo Central, Valentin Vangi.

Solange Ngoma désignée à la tête des Forces du futur. Fille de Z'Ahidi Arthur Ngoma, Solange Ngoma a été investie, vendredi 11 novembre à Kinshasa, président des Forces du futur, un mois après le décès de son géniteur Z'Ahidi Ngoma. En prenant acte de sa désignation, Solange Ngoma a appelé les militants des Forces du futur à la cohésion et à la solidarité.

Plus de 12 000 déplacés nécessitent l'assistance en vivres à Bukama. Plus de douze mille déplacés ont besoin de l'assistance en vivres et articles ménagers dans le groupement Butumba, en territoire de Bukama (Haut-Lomami). Ces déplacés qui avaient fui l'incursion des Maï-Maï en octobre dernier hésitent à retourner dans leurs villages (villages Lueya, Kahongo et Kapyra) malgré l'accalmie de ces derniers jours.

RDC: le MLC préconise la présidentielle en avril 2017. «Le MLC et le Front pour le respect de la constitution, avons voulu mettre à contribution le délai constitutionnel supplémentaire de 120 jours. Qu'on organise l'élection présidentielle au plus tard le 17 avril, c'est-à-dire 120 jours à dater du 19 décembre 2016», a souligné la secrétaire générale du Mouvement de Libération du Congo, Eve Bazaïba Masudi. Elle estime qu'il ne sera pas question pendant cette période supplémentaire que le chef de l'Etat actuel reste en fonction. Elle a également boycotté l'accord issu du dialogue de la Cité de l'Union africaine qui, selon elle, a été un échec. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) et ses alliés avaient lancé, fin octobre dernier, une nouvelle plateforme politique dénommée « Le Front pour le Respect de la Constitution ». Une quarantaine de partis politiques et une cinquantaine d'organisations de la société civile ont signé le protocole d'accord

Kinshasa: quatre morts après une pluie diluvienne à Ngaliema. Quatre personnes d'une même famille ont trouvé la mort, samedi 12 novembre, dans la commune de Ngaliema (Kinshasa), à la suite de l'écroulement d'un mur pendant la pluie qui s'est abattue sur la ville. De nombreux quartiers de Kinshasa ont également été inondés à la suite de cette pluie.

Dimanche 13 novembre.

Le Conseil de sécurité satisfait après ses rencontres avec les acteurs congolais. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se disent satisfaits, après des pourparlers avec les acteurs politiques congolais. Ismaël Abraao Gaspar Martin, un des membres de cette délégation, se réjouit du fait que le Conseil de sécurité a pris langue avec presque tous les acteurs principaux du processus électoral en cours. En visite en RDC depuis vendredi 11 novembre, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont estimé que l'accord politique signé à l'issue du dialogue était « une étape ». Ils ont dit souhaiter la poursuite des discussions pour arriver à un « large consensus ». Le Conseil de sécurité indique également être préoccupé par la situation sécuritaire difficile dans l'Est de la RDC.

Henri Mova Sakanyi : « il n'y a pas de points de divergences entre le conseil de sécurité et la MP ». Après échange samedi 12 novembre à Kinshasa avec la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies en mission en RDC, le secrétaire général du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), Henri Mova Sakanyi, a déclaré qu'il n'y a pas des points de «divergences» sur le processus démocratique entre cette mission qu'il a qualifié de routine et la Majorité présidentielle. Evoquant la question du dialogue, le secrétaire général du PPRD a souligné que les travaux de la cité de l'Union africaine sont à considérer

comme un acquis autour duquel on peut bâtir autre chose, parce que l'accord politique trouvé est ouvert à tous ceux qui veulent y apporter leur contribution, afin que le pays aille dans la bonne direction.

RDC : le Rassemblement rappelle au Conseil de sécurité la nécessité d'organiser les élections dans le plus bref délai. Le Rassemblement des forces sociales acquises au changement déclare avoir alerté la délégation du Conseil de sécurité sur la nécessité d'avoir rapidement une « gestion concertée » et « consensuelle » du pays, afin d'organiser des élections dans le plus bref délai et conformément à la Constitution. A la suite des échanges entre les deux parties samedi 12 novembre à Kinshasa, Christophe Lutundula, un des cadres de cette plate-forme de l'opposition, a déclaré qu'ils se sont accordés sur plusieurs points, notamment le respect de la Constitution et de la résolution 2277 de l'ONU, devant aboutir à un compromis inclusif. Soulignant que le Rassemblement accepte la médiation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) pour la résolution de la crise en RDC, M. Lutundula rappelle que dans un mois, toutes les institutions politiques du pays seront illégitimes et que cette question doit être prise au sérieux.

Goma : le trafic reprend timidement à la petite barrière. Le trafic a timidement repris samedi 12 novembre dans la soirée à la petite barrière à Goma (Nord-Kivu), séparant la RDC et le Rwanda, après une tension observée la journée à la suite de la mort d'un jeune congolais. Selon des sources locales, Jeannot Mampuya a succombé après avoir reçu une balle à la tête tirée par des militaires rwandais qui l'ont accusé de vouloir traverser illégalement la frontière.

Lubumbashi : Gabriel Kyungu salue la visite de la délégation du Conseil de sécurité en RDC. Dans une déclaration faite samedi 13 novembre à Lubumbashi (Haut-Katanga), le Rassemblement des forces sociales et politiques acquises au changement dans le grand Katanga se réjouit de la visite en RDC de la délégation des membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Selon lui, le Rassemblement est d'accord avec la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui souhaite que l'on précise une date fixe pour les élections.

RDC : le fils de Gabriel Kyungu quitte l'UNAFEC et le Rassemblement. Marcel Kyungu Sala, secrétaire général national-adjoint en charge de la jeunesse au sein de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC), a annoncé dimanche 13 novembre, avoir quitté ce parti et la plateforme le Rassemblement de forces politiques acquises au changement dans le grand Katanga. Il justifie cette décision par le fait que le Rassemblement n'a aucun projet de société.

Lundi 14 novembre.

Lutte contre les ADF : le Conseil de sécurité plaide pour l'implication de la population et des pays de la Région. La délégation du Conseil de sécurité des Nations unies qui était en visite en RDC promet de se pencher, dès son retour à New-York, sur la situation de Beni afin de régler la question sécuritaire qui préoccupe les habitants de cette zone depuis des années. Alexis Lamec, représentant-adjoint de la France au Conseil de sécurité de l'ONU plaide pour l'implication de la population locale et des pays de la région pour fournir des informations supplémentaires à la MONUSCO et aux FARDC afin de mettre fin au phénomène des ADF.

RDC : l'ONU "préoccupée" par un décret sur les médias audiovisuels (diplomate). Les Nations unies sont "préoccupées" par un nouveau décret du gouvernement congolais sur les médias audiovisuels étrangers, a déclaré dimanche un représentant du Conseil de sécurité de l'ONU lors d'une visite en RDC. Le décret signé samedi par le ministre des Médias, Lambert Mende, également porte-parole du gouvernement congolais, "ne va pas du tout dans le sens des mesures de confiance dont nous parlons, mais nous essayons d'évaluer et de comprendre de quoi il s'agit", a ajouté le diplomate français. Ce texte dispose que "les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère peuvent être autorisées à opérer de manière continue dans le secteur de la radiodiffusion sonore et de la télévision" en RDC "moyennant une participation majoritaire des Congolais dans le capital de ladite société".

Le décret donne un "délai de 30 jours" aux radios et télévisions étrangères émettant en RDC dans "des conditions non conformes (...) pour se mettre en règle", soit jusqu'au 12 décembre.

RDC: le Premier ministre Matata Ponyo démissionne. Le Premier ministre congolais Matata Ponyo a remis lundi 14 novembre au président Kabila sa démission et de son gouvernement. Après avoir remis sa

démission au président Kabila, Matata Ponyo a déclaré avoir déposé sa démission et des membres de son gouvernement « pour répondre à l'esprit et à la lettre de l'accord » signé en octobre dernier par la majorité, la société civile et une frange de l'opposition. Cet accord prévoit notamment la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Un communiqué de la présidence lu à la télévision publique peu après la démission de Matata Ponyo indique que le chef de l'Etat Joseph Kabila s'adressera mardi à la nation devant les chambres du Parlement réuni en congrès. L'adresse de Joseph Kabila portera sur l'état de la nation, précise le communiqué.

Le conseil de sécurité de l'ONU appelé à reconnaître l'existence du terrorisme à Beni. « Nous avons demandé aux membres du conseil de sécurité des Nations unies que soit qualifié de terrorisme ce qui se passe ici à Beni », a fait savoir dimanche 13 décembre à Radio Okapi le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku, au terme de la visite des membres du conseil de sécurité de l'ONU dans ce territoire. Une fois que la reconnaissance de l'existence du terrorisme à Beni sera actée par le conseil de sécurité, a estimé le gouverneur, tous les moyens seront mis à contribution au niveau international pour que l'on vienne à bout de l'insécurité à Beni.

Thomas Lokondo demande plus de temps pour la médiation de la CENCO. Le député national Henry Thomas Lokondo plaide pour que la classe politique accorde plus de temps à la médiation que mènent les évêques catholiques réunis au sein de la CENCO entre ceux qui ont participé au dialogue et la frange de l'opposition qui l'a boycotté. M. Lokondo a déclaré dimanche à Radio Okapi que cette médiation est nécessaire pour réussir la gouvernance du pays après le 19 décembre. Cette date marque la fin du second et dernier mandat de l'actuel président congolais, selon la constitution. La commission électorale a demandé et obtenu de la cour constitutionnelle le report de l'élection présidentielle.

Lubero: vive tension à la suite des affrontements entre Nande et Hutu. Une vive tension est observée depuis le week-end dans les villages Kyoto et Luhanga au Sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu), à la suite des affrontements entre les membres des communautés Nande et Hutu. Selon la société locale, un groupe de présumés Maï-Maï Mazembe proche de la communauté Nande a incendié lundi plusieurs maisons appartenant à des membres de la communauté Hutu. Les jeunes Hutu auraient riposté en incendiant deux maisons appartenant à des Nande dans le village de Bwambali.

Nord-Kivu: l'armée déloge des miliciens Maï-Maï de la localité de Tshanika. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repris dimanche 13 novembre le contrôle de la zone de Tshanika dans le parc national des Virunga à l'issue des combats avec des miliciens Maï-Maï qui l'occupaient. La localité de Tshanika, située sur la côte sud-ouest du Lac Edouard dans le parc des Virunga, était occupée depuis six mois par des miliciens Maï-Maï.

Visite du conseil de sécurité à Beni: la société civile attend des « solutions appropriées ». La société civile de Beni (Nord-Kivu) souhaite que la visite du conseil de sécurité apporte des « solutions appropriées » aux problèmes que connaît cette région. Le territoire de Beni connaît depuis plus de deux ans des tueries des civils.

En visite en RDC, une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU s'est rendue à Beni pendant le week-end. Une première depuis le début des massacres des civils en octobre 2014. Après des entretiens avec les acteurs sociaux et politiques de Beni, les membres de la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU ont promis de se pencher, dès leur retour à New York, sur la situation sécuritaire de Beni.

RDC : Joseph Kabila annonce la mise en œuvre de l'accord issu du dialogue politique. Le président de la république Joseph Kabila a amorcé, lundi 14 novembre, la mise en œuvre de l'accord issu du dialogue politique national. C'est ce qu'il a dit aux différentes délégations ayant participé au dialogue qu'il a recues notamment la Majorité présidentielle (MP) conduite par Aubin Minaku, l'opposition conduite par Vital Kamerhe, la société civile et le facilitateur du dialogue, désigné par l'Union Africaine. Selon ces délégations, le chef de l'Etat va « incessamment nommer le nouveau premier ministre » après la démission de Matata Ponyo et annoncera d'importantes décisions devant le congrès, mardi 15 novembre. Pour Aubin Minaku, secrétaire général de la MP, il n'y a plus de temps à perdre. Il faut aller vite vers les élections. Vital Kamerhe qui conduisait la délégation de l'opposition signataire de l'accord issu du dialogue politique national, estime que "la mission des bons offices de la CENCO auprès de la plate-forme Rassemblement ayant échoué, on ne doit pas continuer d'attendre". Il indique cependant que la porte reste ouverte pour les opposants qui hésitent de signer l'accord.

RDC : Joseph Kabila prend acte de la démission de Matata Ponyo. Le premier ministre Matata Ponyo a officiellement déposé sa démission ainsi que celle de son gouvernement auprès du chef de l'Etat ce lundi 14 novembre au palais de la nation à Kinshasa. Joseph Kabila en a pris acte.

RDC : le Rassemblement veut participer à un dialogue sous la médiation de la CENCO. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au Changement refuse de signer l'accord issu du dialogue de la Cité de l'Union africaine. Les responsables de cette plateforme regroupant certains partis de l'opposition sont prêts à participer au dialogue inclusif sous la médiation de la Conférence épiscopale nationale du Congo(CENCO). Pour le Rassemblement, après le 19 décembre, il faut mettre en place, après un dialogue inclusif, un régime spécial qui devra organiser les élections.

Mardi 15 novembre.

Conflit pygmées-luba: une dizaine de cases incendiées à Tanganyika. Une dizaine de cases ont été brûlées lundi 14 novembre lors des affrontements entre pygmées et luba, sur la route Kalemie-Moba (Tanganyika). Les habitants de la région ont déserté leurs villages pour fuir les accrochages entre les deux communautés.

Kinshasa : les taxi-motos interdits de circuler après 18 heures. L'inspecteur provincial de la police, Célestin Kanyama a annoncé, lundi 14 novembre que les taxi-motos ne sont plus autorisés à circuler au-delà de 18 heures à Kinshasa. La mesure vise à mettre fin à l'agression des taxi-motards et leurs clients.

Impayés depuis plusieurs mois, plus de 300 militaires font un sit-in à Goma. Plus de trois cents militaires ont assiégé lundi 14 novembre devant le bureau de la 34ème région militaire à Goma pour réclamer le paiement de leurs soldes. Certains affirment être impayés depuis 3 ans et d'autres réclament 11 mois de solde. Ces militaires, officiers et soldats de rangs, sollicitent l'implication du chef de l'Etat pour percevoir leurs soldes. A en croire les manifestants, les codes qui leur permettaient d'accéder à leurs comptes bancaires ont été supprimés «parce qu'ils n'ont pas été vus dans le système de paiement».

Le parti UDA/Originelle juge négatif le bilan de Matata Ponyo. Le parti de l'opposition UDA/Originelle juge négatif le bilan du Premier ministre Matata Ponyo qui a démissionné lundi dernier. Elle dit considérer la démission de Matata Ponyo comme un « non-événement », expliquant notamment que l'ancien Premier ministre n'a pas apporté de solutions concrètes à la situation sécuritaire dans l'Est du pays. La secrétaire générale-adjointe de l'UDA/originelle a également déploré que pendant le règne de Matata à la Primature, les libertés fondamentales ont été bafouées et violées.

Fin des travaux de réhabilitation de la route Kisangani-Ubundu. L'Office des routes (OR) a achevé vendredi 11 novembre les travaux de réhabilitation de la route Kisangani-Ubundu, aux points kilométriques 28 et 39. Le territoire d'Ubundu est distant de Kisangani de 128 km. Cette entreprise publique a réhabilité la chaussée au PK 28 où un grand bournier s'était formé. Elle a également réfectionné le pont Biaro au PK 39. Un pont qui s'est effondré en juillet dernier.

Joseph Kabila devant le congrès: des extraits du discours. Joseph Kabila commence son discours et fait observer une minute de silence pour les personnes mortes pendant ses 15 ans au pouvoir. Joseph Kabila: « Il y a 15 ans la RDC était un lambeau, un non-Etat. » Il rappelle l'état du pays quand il y a accédé au pouvoir, évoquant notamment les conflits armés et l'instabilité politique. « Face à une nation déchirée, j'avais pris un engagement précis de réaliser des changements profonds dans tous les secteurs de la vie nationale. » Le président rappelle ses promesses de pacifier le pays, de libéraliser l'activité économique, de combattre la pauvreté. « Du chemin a été parcouru. Un long chemin semé d'embûches. [...] Des institutions ont été installées entraînant des réformes sans précédent. Les provinces sont passées de 11 à 26 », fait savoir Joseph Kabila qui cite également des réformes réalisées dans le secteur judiciaire et sécuritaire. « Hier sujet des préoccupations, la RDC est citée en exemple », déclare Joseph Kabila parlant de la lutte contre les violences sexuelles. Joseph Kabila se réjouit des réformes lancées dans le domaine économique qui ont permis au pays de renouer avec la croissance en dépit de la crise. Il se félicite aussi du taux d'inflation. Joseph Kabila parle de l'augmentation des salaires des fonctionnaires civils et militaires. Il se félicite des progrès dans l'éducation, évoquant le taux brut de la scolarisation qui a connu un accroissement, passe de 83 à 107% au cycle primaire. Joseph Kabila souligne l'importance des élections régulières et apaisées qui assurent le renouvellement de la classe politique. Selon le chef de l'Etat, une partie de la population est devenue un terrain d'expérimentation des manœuvres insurrectionnelles.

« Aucun agenda politique ne saurait justifier la violence », déclare-t-il, avant d'ajouter : « Miser pour accéder au pouvoir sur le sang congolais est, pour le moins, moralement condamnable. » Pour Joseph Kabila, des jeunes défavorisés sont victimes de manipulation de certains politiciens. Aux jeunes défavorisés, il promet des politiques de réinsertion. « Notre défi demeure la consolidation de notre démocratie. Il est impératif que nous conjurons les manœuvres tendant à prendre le pouvoir par la force ou par toute autre voie anti-constitutionnelle. Je lance une invitation à la classe politique à se préparer à la rencontre du souverain primaire car dans quelques mois, des scrutins seront convoqués », déclare Joseph Kabila. Pour le président Kabila, le dialogue a été mené avec dextérité par le Premier ministre Edem Kodjo à qui il rend hommage. Le chef de l'Etat estime que l'accord politique issu du dialogue reste « la seule feuille de route mise au point par les Congolais. Il fixe des perspectives réalistes pour les élections ». Joseph Kabila félicite la Cenco pour ses bons offices et constate le refus de ceux qui ont boycotté le dialogue. « Soucieux de mes responsabilités, je ne peux permettre que la RDC soit prise en otage par une frange de sa classe politique », déclare-t-il. Joseph Kabila promet de nommer un nouveau Premier ministre qui aura notamment pour mission de « conduire le peuple aux élections ». Au sujet de son avenir, Joseph Kabila déclare : « Je tiens à dire que la RDC est une démocratie constitutionnelle et que toutes les questions sont réglées par la constitution ». « N'ayant jamais été violée, la constitution sera toujours respectée dans toutes ces dispositions », ajoute-t-il.

RDC: l'USAID met en place un réseau d'alerte pour prévenir le risque de famine. L'Agence américaine pour le développement internationale (USAID) a installé lundi à Kinshasa le réseau de systèmes d'alerte précoce pour lutte contre la famine en RDC. Les membres du réseau vont collecter et mettre à la disposition du gouvernement congolais et ses partenaires des informations utiles pour prévenir tout risque de famine dans le pays. D'après le directeur adjoint de l'USAID en RDC, Scott Hoeklander, la RDC est un pays disposant de 80 millions d'hectares de terres arables mais enregistrant « un grand nombre de personnes vivant en insécurité alimentaire et malnutrition ». Il plaide pour des interventions coordonnées du gouvernement et ses partenaires afin de mettre fin à ce contraste.

La ville de Kinshasa doit environ 50 millions USD à ses créanciers. La ville de Kinshasa doit environ 50 millions de dollars américains à plusieurs banques basées en RDC et à ses fournisseurs, d'après une enquête menée par Radio Okapi. Cet emprunt a notamment servi à l'achat des véhicules anti-incendie et des bus de l'ancienne société de transport urbain Retranskin, ont indiqué des sources concordantes. La ville a pour cela mis en gage pour une longue période des recettes provenant des secteurs brassicole, tabacicole et sucrier perçues par la DGRK, font savoir des sources proches de l'exécutif provincial, précisant que les taxes dues à la ville de Kinshasa perçues par ses banques sont ainsi retenues au titre de remboursement de ces crédits. La ville de Kinshasa produit mensuellement environ 5 millions des dollars américains selon des sources concordantes. Trois millions des dollars proviendraient de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK), un millions du FONER, le Fonds national d'entretien routier, et un autre million de la rétrocession due aux provinces, précisent les mêmes sources.

Bunia: la police présente une vingtaine de présumés bandits armés. La police nationale congolaise (PNC) a présenté mardi 15 novembre une vingtaine de présumés bandits armés au gouverneur de l'Ituri, Jefferson Abdallah Penembaka. Le commissaire provincial de la police, Joseph Alimasi, a déclaré que ces arrestations ont mis fin aux tueries dans la ville de Bunia. Selon lui, ces présumés bandits opéraient avec des armes AK 47 et des armes blanches. Parmi eux, a révélé le commissaire provincial de la police en Ituri, on compte des évadés de la prison centrale de Bunia.

Kinshasa : les chefs d'entreprises apprennent les techniques de gestion de leurs affaires. Le centre de Mentorat Pathway, en collaboration avec l'Université canadienne au Congo a organisé mardi 15 novembre à Kinshasa, un séminaire sur la création du «Business plan stratégique» menant à l'octroi des crédits internationaux et nationaux sans garantie hypothécaire. Objectif de cette session : outiller les participants sur les techniques de gestion pour une bonne optimisation de leurs affaires. Ce séminaire a été initié à l'intention des membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et les chefs d'entreprises.

RDC : la classe politique réagit au discours de Joseph Kabila sur l'état de la nation. Après le discours du chef de l'Etat sur l'état de la devant le Parlement réuni en congrès ce mardi 15 novembre, les acteurs politiques de la Majorité présidentielle(MP) et ceux de l'opposition ont réagi à ses propos. Tryphon Kinkey Mulumba, ministre des relations avec le parlement et membre de la MP, indique qu'il est satisfait non seulement par les applaudissements du discours mais aussi de son contenu. Il note avoir retenu que le

chef de l'Etat respectera la constitution. Du côté des membres de l'opposition qui ont participé au dialogue, Jean Lucien Busa fait remarquer que dans son discours, le président a pris l'engagement d'appliquer l'accord politique. Il estime que toutes les préoccupations liées à l'alternance politique ont été balayées par le discours de Joseph Kabila. Déception de l'Alliance pour la République. Pour sa part, l'Opposition qui n'a pas participé au dialogue estime que le président Kabila est resté superficiel et n'a pas abordé les questions fondamentales. Le président de la plateforme l'Alliance pour la République (AR) Delly Sessanga, note que le respect de la constitution reste menacée dans le fond. Il plaide pour la mise en place d'un consensus politique beaucoup plus large sur la gestion du pays après le 19 décembre.

Mbuji-Mayi : un journaliste de la RTNC abattu chez lui. Marcel Lubala, journaliste de la RTNC, station provinciale du Kasaï-Oriental a été abattu, dans la nuit de lundi 14 à mardi 15 novembre dans la commune de la Muya, dans la ville de Mbuji-Mayi. Selon des témoignages recoupés, il a été atteint par deux balles tirées au coup et à la poitrine, au moment où des individus armés tentaient d'ouvrir la porte de sa maison.

Joseph Kabila inaugure 10 nouvelles voitures de la SCTP. Le président Joseph Kabila a inauguré mardi 15 novembre à la gare centrale de Kinshasa dix nouvelles voitures de la Société commerciale des transports et des ports (SCPT). Ces engins, arrivés à Kinshasa depuis deux semaines, sont acquis grâce à la taxe de redevance logistique terrestre, note le président du syndicat des travailleurs, Deogracias Safari Kuba. Il précise que ces voitures vont remplacer l'ancien train express. Selon lui, certains chinois sont déjà à Kinshasa pour former quelques agents de la SCTP sur l'entretien de ces voitures.

Nord-Ubangi : plus de 93% des électeurs enrôlés. La CENI a dépassé depuis dimanche 13 novembre le cap de 93% des électeurs qui se sont fait enrôlés dans le Nord-Ubangi. Cette opération n'est cependant pas totalement achevée dans la province. Certains centres d'inscription continuent de servir les requérants disposant des jetons remis par la CENI, des cartes d'électeurs. Jean-Pierre Kalamba juge positif le bilan de l'enrôlement dans le Nord-Ubangi, expliquant que sur les 835 418 électeurs attendus, la centrale électorale a déjà enregistré 768 211 depuis le début de cette opération dans la province le 31 juillet 2016.